



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Mesures à destination du secteur textile

Question au Gouvernement n° 3049

Texte de la question

### MESURES À DESTINATION DU SECTEUR TEXTILE

**M. le président.** La parole est à Mme Catherine Osson.

**Mme Catherine Osson.** Monsieur le ministre de l'économie et des finances, l'industrie textile française souffre depuis de longues années. Après Naf-Naf et le groupe Vivarte, une nouvelle grande enseigne de la distribution textile se trouve en très grande difficulté.

L'entreprise Camaïeu, comme La Redoute et Jules, est un symbole industriel de ma circonscription de Roubaix-Wattrelos, et plus largement du versant nord-est de l'agglomération lilloise. L'annonce de son dépôt de bilan est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, dans un territoire où le taux de chômage est l'un des plus élevés de France, et dont les indicateurs sociaux sont au plus bas.

Outre les centaines d'emplois menacés directement par cette annonce, des milliers d'autres pourraient être mis en péril en cas de fermeture de Camaïeu, en raison de son implantation historique dans ma circonscription. Moi-même, jeune étudiante, j'y ai travaillé pour financer mes études – nous sommes des milliers dans ce cas.

**M. Fabien Di Filippo.** Ça ne leur a pas réussi...

**Mme Catherine Osson.** Avant la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de covid-19, les actionnaires avaient envisagé un plan de refinancement de l'entreprise ; ils s'étaient heurtés à des banques peu à l'écoute. Or, aujourd'hui encore, elles refusent d'accorder à l'entreprise un prêt garanti par l'État.

Depuis plusieurs années, le versant nord-est de la métropole lilloise souffre. De nombreux partenaires se mobilisent pour atténuer les effets de la désindustrialisation massive et soudaine de notre territoire, refusant de baisser les bras devant le fatalisme affiché par certaines institutions. Je me bats tous les jours, sur le terrain, pour ôter de la tête de nos concitoyens qu'ils sont condamnés à vivoter grâce aux aides publiques.

**M. Pierre Cordier.** Tous les jours, elle se bat...

**Mme Catherine Osson.** Monsieur le ministre, nous avons besoin de vous ! Il est grand temps de donner à ce bassin de vie de plus de 350 000 habitants les moyens d'un nouvel avenir social, professionnel et environnemental. Quelles mesures comptez-vous prendre pour sauver Camaïeu, ainsi que la filière textile française dans son ensemble, et lui donner des perspectives d'évolution pour les années à venir ?  
(*Applaudissements sur de très nombreux bancs du groupe LaREM.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

**M. Bruno Le Maire**, *ministre de l'économie et des finances*. Je salue votre engagement et profite de votre question pour rendre hommage aux salariés de l'industrie textile qui, depuis plusieurs mois, se mobilisent pour produire des masques et des blouses, afin d'aider les personnels soignants, et les Français en général, à disposer des équipements dont ils ont impérativement besoin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM, UDI-I, Agir ens., SOC et sur quelques bancs du groupe GDR.*)

Les problèmes de Camaïeu et de La Halle ne datent malheureusement pas de la crise du coronavirus.

**M. Sébastien Jumel**. Et Conforama ?

**M. Bruno Le Maire**, *ministre*. Ceux de Conforama pas davantage. Ce sont des problèmes structurels, que nous avons tenté de résoudre bien avant la crise. Dans le cas de Camaïeu, nous étions sur le point de conclure un accord avec les actionnaires, avant que la crise ne provoque un nouveau besoin de financement de 100 millions d'euros. L'emploi de 4 000 salariés est en jeu. J'aimerais les rassurer : nous trouverons une solution, sans doute sous forme de reprise, comme cela a été le cas pour La Halle et Conforama, car il s'agit de la meilleure solution industrielle et de la meilleure solution pour l'emploi.

Croyez-moi : sur ces sujets, qui ne sont malheureusement pas limités aux trois exemples que j'ai cités, les services de l'État sont totalement mobilisés, avec les services de la région et les élus locaux, pour apporter des solutions et préserver l'emploi, qui est ce que nous avons de plus précieux.

Sur le long terme, ces difficultés doivent nous amener – notamment dans la perspective du plan de relance – à réfléchir au meilleur moyen de relocaliser l'activité industrielle dans notre pays. Comment fait-on revenir des emplois, de l'activité, des usines ?

**M. Jean-Paul Dufrègne**. C'est une vraie question, ça !

**M. Bruno Le Maire**, *ministre*. Cela suppose une offre de formation ; cela suppose une politique fiscale attractive ;...

**M. Sébastien Jumel**. La taxe Jean Valjean ?

**M. Bruno Le Maire**, *ministre*. ...cela suppose – comme je le propose depuis plusieurs mois – de baisser les impôts de production, pour que nos usines soient plus rentables et plus compétitives que celles de nos grands voisins ; cela suppose enfin de continuer à innover et investir, par exemple dans les textiles modernes, dans les textiles à haute valeur ajoutée et dans les textiles technologiques, qui feront sans doute l'avenir de la filière textile en France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

## Données clés

**Auteur** : [Mme Catherine Osson](#)

**Circonscription** : Nord (8<sup>e</sup> circonscription) - La République en Marche

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3049

**Rubrique** : Industrie

**Ministère interrogé** : Économie et finances

**Ministère attributaire** : Économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [3 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 juin 2020](#)